
Direction des Affaires Juridiques

FICHE D'ACCOMPAGNEMENT DU COURRIER

Date d'arrivée: 10/01/2019

Numéro: 0000006

Expéditeur: MDENP

Objet: B.E./ Trans. decret
n°2018-1211/PRES/PM/MDENP/MINEFID

IMPUTATION:.....
SP

COPIE A

SP <input type="checkbox"/>	dCMP <input type="checkbox"/>	dVJ <input checked="" type="checkbox"/>
Pour étude et avis <input type="checkbox"/>	Pour projet de réponse <input type="checkbox"/>	
Pour attribution <input checked="" type="checkbox"/>	Pour nécessaire à faire <input type="checkbox"/>	
Pour exploitation <input type="checkbox"/>	Me retourner l'original <input type="checkbox"/>	
Pour classement <input type="checkbox"/>	Voir instructions du Pdt <input type="checkbox"/>	
Pour information <input type="checkbox"/>	Voir instructions du SG <input type="checkbox"/>	
Pour me représenter <input type="checkbox"/>	Me faire copie <input type="checkbox"/>	
Pour observation <input type="checkbox"/>	Pour suivi <input type="checkbox"/>	
Pour classement <input type="checkbox"/>	Faire circuler <input type="checkbox"/>	
Pour information <input type="checkbox"/>	Pour vérification <input type="checkbox"/>	
Pour participation <input type="checkbox"/>		

Délai de traitement.....

COPIE A

PDT <input type="checkbox"/>	DGSN <input type="checkbox"/>	DFC <input type="checkbox"/>	dCI <input type="checkbox"/>
SG <input type="checkbox"/>	DAJ <input type="checkbox"/>	DSI <input type="checkbox"/>	dAI <input type="checkbox"/>
DRMFM <input type="checkbox"/>	DAP <input type="checkbox"/>	PRM <input type="checkbox"/>	dCG <input type="checkbox"/>

INSTRUCTIONS COMPLEMENTAIRES

9/1 10/01/2019

Objet : B.E./ Trans. decret n°2018-1211/PRES/

Reference : N° 2019-00001/MDENP/CAB du 09/01/19

Date d'enregistrement : 09/01/2019

N° d'enregistrement : 0000075

Affectation : DOR

Copie à:

SG	<input checked="" type="checkbox"/>	DFC	<input type="checkbox"/>	DAJ	<input checked="" type="checkbox"/>	CJ	<input type="checkbox"/>	dCI
DRMFM	<input checked="" type="checkbox"/>	DAP	<input type="checkbox"/>	DRH	<input type="checkbox"/>	dAI	<input type="checkbox"/>	SP original
DGSN	<input type="checkbox"/>	DSI	<input type="checkbox"/>	PRM	<input type="checkbox"/>	dCG	<input type="checkbox"/>	SP copie

Delai de traitement souhaité

Jour (s)					Semaine (s)			Mois	
1	2	3	4	5	1	2	3	1	2

Instructions

Pour étude, avis et/ou suite à donner

Pour nécessaire à faire

Pour attribution et/ou exploitation

Pour information et/ou exploitation

Pour suivi et retour à faire

Pour me représenter et rendre compte

Me voir avec

Pour classement

Très urgent

urgent

Instructions complémentaires

Transmission du courrier

Heure de sortie:

Date de sortie:

Destinataire

Date	Heure	Direction	Nom et prénom	Signature

Suivi du courrier

Date	Traité	Clos	Observation(s)

N°2019 100007 /MDENP/CAB

Ouagadougou, le 09 JAN 2019

Autorité de Régulation des Communications
Electroniques et des Postes
(ARCEP)
La Présidence

Date d'Arrivée: 09 JAN 2019

N° d'Ordre: 75

BORDEREAU D'ENVOI

DES PIECES CI-JOINTES ADRESSEES

A

Monsieur le Président de l'Autorité de Régulation
de Communications Electroniques et des Postes

OUAGADOUGOU

DESIGNATION	NOMBRE DE PIECES	OBSERVATIONS
DECRET N°2018-1211/PRES/PM/MDENP/MINEFID portant définition des conditions d'attribution des licences individuelles technologiquement neutres pour l'établissement et l'exploitation de réseaux et services de communications électroniques aux opérateurs de téléphonie établis au Burkina Faso.	01	« Pour Attribution »

Secrétariat de la
Direction des Affaires Juridiques

10 JAN 2019

Date d'Arrivée

N° d'Ordre

Pour le Ministre et par délégation
Le Directeur de Cabinet



Abdoulaye OUAÏRAO
Chevalier de l'Ordre du Mérite

IC/CKS
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N° 2018- 1211 /PRES/PM/MDENI
MINEFID portant définition des conditions d'attributi
des licences individuelles technologiquement neutres
pour l'établissement et l'exploitation de réseaux et
services de communications électroniques aux
opérateurs de téléphonie établis au Burkina Faso.

LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

- VISA CF n° 00943*
- Vu** la Constitution ;
- Vu** le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu** le décret n° 2018-0035/PRES/PM du 31 janvier 2018 portant remaniement du Gouvernement ; *31/12/2018*
- Vu** le décret n° 2018-0272/PRES/PM/SGG-CM du 12 avril 2018 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- Vu** la loi n° 061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso, ensemble ses modificatifs ;
- Vu** le décret n° 2010-245/PRES/PM/MPTIC/MEF du 20 mai 2010 portant définition des procédures et des conditions attachées aux régimes des licences individuelles, autorisations générales et déclarations pour l'établissement et l'exploitation des réseaux et services de communications électroniques, ensemble ses modificatifs ;
- VU** le décret n° 2015-936/PRES-TRANS/PM/MDENP du 31 juillet 2015 portant organisation du Ministère du développement de l'économie numérique et des postes ;
- Sur** rapport du Ministre du Développement de l'Economie Numérique et des Postes ;
- Le** Conseil des ministres entendu en sa séance du 05 décembre 2018 ;

DECRETE

Article 1 : Le présent décret définit les conditions d'acquisition par les opérateurs de communications électroniques établis au Burkina Faso de licence individuelle technologiquement neutre pour l'établissement et l'exploitation de réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso.

La licence technologiquement neutre s'entend de celle aux termes de laquelle le titulaire peut déployer toute technologie compatible avec les bandes de fréquences qui lui sont assignées.

Article 2 : Le montant du droit d'entrée, pour l'acquisition de la licence individuelle visé à l'article 1 ci-dessus, est fixé ainsi qu'il suit :

- Quatre-vingt milliards (80 000 000 000) de Francs CFA donnant droit à des assignations dans les gammes de fréquences 800MHz, 900 Mhz, 1800 Mhz et 2100 Mhz ;
- Cinquante-cinq milliards (55 000 000 000) de Francs CFA donnant droit à des assignations dans les gammes de fréquences 900 Mhz, 1800 Mhz et 2100 Mhz.

Article 3 : La licence individuelle technologiquement neutre remplace les autres licences individuelles déjà octroyées aux titulaires.

Sa durée est fixée à quinze (15) ans conformément à l'article 31 alinéa 1er du décret n°2010-245/PRES/PM/PMTIC/MEF du 20 mai 2010 portant définition des procédures et des conditions attachées aux régimes des licences individuelles, autorisations générales et déclarations pour l'établissement et l'exploitation des réseaux et services de communications électroniques, ensemble ses modificatifs.

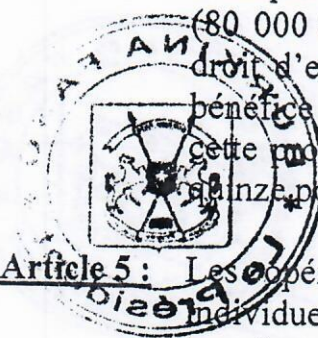
Elle est assortie d'un cahier de charge.

Article 4 : Le droit d'entrée fixé à l'article 2 est payable selon les modalités suivantes :

- 50% préalablement à la délivrance de la licence ;
- 30% douze (12) mois à compter de la date de délivrance de la licence ;
- 20% vingt-quatre (24) mois à compter de la date de délivrance de la licence.

Le non-paiement des sommes dues à l'échéance entraîne l'application automatique d'une pénalité de 10% de la somme due sans préjudice de l'application des dispositions des articles 186 à 190 de la loi N° 061-2008/AN du 27 novembre 2008, portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques.

Lorsque le montant du droit d'entrée est quatre-vingt milliards (80 000 000 000) de Francs CFA, l'acquittement de la totalité de ce droit d'entrée préalablement à la délivrance de la licence entraîne le bénéfice d'une prorogation de deux (02) ans de la durée de la licence ; cette prorogation est d'un (01) an en cas d'acquittement de soixante-seize pour cent (75%) du montant du droit d'entrée.

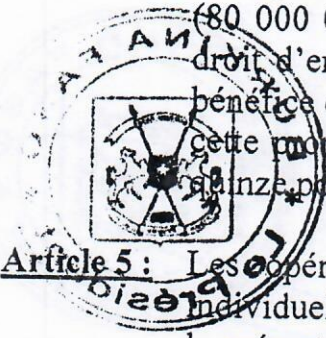


Article 5 : Les opérateurs visés à l'article 1 doivent acquérir les licences individuelles technologiquement neutres selon les conditions fixées par le présent décret au plus tard le 31 mars 2019.

Passé ce délai, l'Etat se réserve le droit d'attribuer les licences non acquises à de nouveaux opérateurs dans des conditions spécifiques qu'il fixe ou de modifier les conditions fixées par le présent décret.

Le non-paiement des sommes dues à l'échéance entraîne l'application automatique d'une pénalité de 10% de la somme due sans préjudice de l'application des dispositions des articles 186 à 190 de la loi N° 061-2008/AN du 27 novembre 2008, portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques.

Lorsque le montant du droit d'entrée est quatre-vingt milliards (80 000 000 000) de Francs CFA, l'acquittement de la totalité de ce droit d'entrée préalablement à la délivrance de la licence entraîne le bénéfice d'une prorogation de deux (02) ans de la durée de la licence ; cette prorogation est d'un (01) an en cas d'acquittement de soixante-quinze pour cent (75%) du montant du droit d'entrée.



Article 5 : Les opérateurs visés à l'article 1 doivent acquérir les licences individuelles technologiquement neutres selon les conditions fixées par le présent décret au plus tard le 31 mars 2019.

Passé ce délai, l'Etat se réserve le droit d'attribuer les licences non acquises à de nouveaux opérateurs dans des conditions spécifiques qu'il fixe ou de modifier les conditions fixées par le présent décret.